



PRÉFÈTE DES HAUTES-ALPES

Direction des services du Cabinet
et de la sécurité

Gap, le 12 juin 2018

Service interministériel de défense
et de sécurité civile

Arrêté n° 05-2018-06-12-004

Information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels, miniers et technologiques situés sur la commune d'ORCIERES

La préfète des Hautes-Alpes
Chevalier de la légion d'honneur

- VU le code général des collectivités territoriales ;
- VU le code de l'environnement, notamment les articles L125-5 et R125-23 à R125-27 ;
- VU le décret du 15/11/2017 portant nomination de Madame Cécile BIGOT-DEKEYZER en qualité de Préfète des Hautes-Alpes ;
- VU le décret n°91-461 du 14 mai 1991 modifié relatif à la prévention du risque sismique ;
- VU le décret n°2012-475 du 12 avril 2012 modifiant l'article R125-24 du code de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2006-37-12 du 6 février 2006 relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels majeurs situés dans le département des Hautes-Alpes et ses arrêtés modificatifs ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2013287-0025 du 14 octobre 2013 relatif à l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels majeurs situés sur la commune d'Orcières ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2002-162-4 du 11 juin 2002 prescrivant l'élaboration du plan de prévention des risques naturels (PPR) sur la commune d'Orcières ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2006-289-2 du 16 octobre 2006 approuvant ledit PPR ;
- VU l'arrêté préfectoral n°05-2017-12-07-005 du 7 décembre 2017 prescrivant la modification du plan de prévention des risques naturels (PPR) sur la commune d'Orcières ;
- VU l'arrêté préfectoral n°05-2018-06-12-003 du 12 juin 2018 approuvant la modification du plan de prévention des risques naturels (PPR) sur la commune d'Orcières ;

Sur proposition du Directeur des services du cabinet de la Préfecture des Hautes-Alpes

A R R E T E

Article 1er :

L'arrêté préfectoral n° 2013287-0025 sus-visé est abrogé

Article 2 :

Les éléments nécessaires à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune d'Orcières sur les risques naturels, miniers et technologiques, sont consignés dans un dossier communal d'information (DCI) annexé au présent arrêté.

Article 3 :

Le DCI comprend les pièces suivantes :

- la fiche communale d'information sur les risques naturels, miniers et technologiques comprenant l'intitulé des documents auxquels le vendeur ou le bailleur peut se référer ;
- la délimitation des zones exposées aux risques naturels et l'intensité des risques ;
- le zonage réglementaire du plan de prévention des risques approuvé ;
- le règlement du plan de prévention des risques approuvé ;
- le modèle de l'état des risques naturels, miniers et technologiques à remplir par le vendeur ou le bailleur.

Article 4 :

Le présent arrêté et le document d'information visé à l'article 3 sont librement consultables en préfecture des Hautes-Alpes, sur le site internet de la Préfecture et en mairie d'Orcières.

Le présent arrêté et le document d'information visé à l'article 3 est également communiqué à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département.

Article 5 :

Les informations visées aux articles 2 et 3 sont mises à jour dans les conditions définies à l'article R125-25 du code de l'environnement.

Article 6 :

Messieurs le secrétaire général de la Préfecture, le directeur des services du Cabinet, les chefs de service départementaux et le maire de la commune d'Orcières sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté.

La préfète,

Signé